

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 235 du 14 juillet 2025**

Résultat d'une politique au service du grand capital : Niveau record de pauvreté en France...

Un record depuis 1996, selon l'INSEE¹, en 2023 près de 10 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté. en 2023. De leurs côtés, les inégalités, sont en forte hausse. Le taux de pauvreté est ainsi de 15,4 %. Cet indicateur n'inclut pas les personnes pauvres vivant en communauté ou dans les DOM. Selon l'INSEE : " L'intensité de la pauvreté, qui mesure l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté, est de 19,2 % en 2023."

Les statistiques montrent que : "La pauvreté monétaire touche en premier lieu les chômeurs (36,1 %). Parmi les personnes en emploi, les travailleurs indépendants sont plus vulnérables (19,2 %) que les salariés (6,6 %). Les retraités vivant à domicile sont moins fréquemment en situation de pauvreté (11,1 %) que l'ensemble de la population vivant dans un logement ordinaire (15,4 %). Les ménages sont différemment exposés à la pauvreté selon leur configuration familiale. Les familles monoparentales sont les plus concernées (34,3 %)."

En 2024, 12,7 % de la population métropolitaine vivant dans un logement ordinaire est en situation de privation matérielle et sociale. Ces personnes ne peuvent pas, pour des raisons financières, couvrir les dépenses d'au moins cinq éléments de la vie courante sur une liste de treize (pouvoir chauffer son logement, acheter des vêtements neufs, etc.).

Cette pauvreté de masse, de même que l'accroissement des inégalités ne sont pas une fatalité mais le résultat d'une politique menée au service du grand capital. Pendant que les profits capitalistes s'envolent, la misère s'étend résultat de bas salaires, de la précarité, du chômage et d'un recul de la protection sociale.

...Et pendant ce temps, les aides aux entreprises atteignent 211 milliards d'euros par an

C'est l'évaluation faite par la commission d'enquête du Sénat, sous l'égide F. Gay (PCF) et O. Rietmann (LR), sur les aides publiques aux entreprises. Un *pognon de dingue* comme dirait le célèbre Macron fondé de pouvoir du grand capital et qui dirige la France au profit (sic) des grands monopoles capitalistes. Ces subventions sont constituées par des subventions directes de l'État, les aides de Bpi-France², des mesures fiscales et des allègements de cotisations (en particulier sociales). La commission n'a pas pris en compte les aides européennes et celles des collectivités locales. Notons que F. Hollande à qui le patronat doit le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) s'est tout simplement dérobé à l'audition du Sénat ! Le ministre de l'économie et des finances, E. Lombard, a pu donner quelques précisions sur les montants d'aides. Selon lui, les allègements de cotisations sociales représentent 80 milliards d'euros. Rappelons que ces cotisations sont du salaire socialisé qui devrait revenir aux salariés *via* la sécurité sociale, dont on peut mesurer ainsi que le fameux déficit est en fait le résultat d'un hold-up sur les salaires !

PME des défaillances en Hausse

Selon Altarex³, 109 entreprises de plus de 100 salariés se trouvent en cessation de paiements de puis janvier. Cette valeur est en augmentation de 30% par rapport à la même période de 2024. Elle confirme la fragilité du tissu des entreprises moyennes. 26.000 salariés sont concernés par cette situation. Parmi les défaillances récentes, citons : Carmat, Casa France, France solar, Charlavan et Duc, Comptoir des cotonniers et Princesse Tam-tam. Globalement, ce sont environ 68.000 entreprises qui sont en défaut contre 64.000 en 2024. Cette valeur est des plus élevée depuis 2009. Les entreprises concernées représentent un large spectre d'activité de la restauration au commerce de détail et de prêt à porter, mais aussi des entreprises industrielles et des sous-traitants. Selon F.

Desprat interrogé par le journal *les Échos*⁴ : " la crise ne concerne pas que les petites entreprises. Habituellement, les TPE de moins de 10 salariés représentent 94,% des défaillances, mais là on voit des entreprises plus grosses être touchées. De grosses PME de 150 à 200 salariés passent en procédures collectives. Quand des entreprises de cette taille déposent le bilan, c'est beaucoup plus préoccupant en termes d'impact sur l'emploi bien sûr, mais aussi sur l'environnement économique. Elles font travailler un tissu de sous-traitants, il y a un risque d'effet de chaîne ou d'effet domino."

Unité-CGT⁵ N°16 : Le Sommet de l'OTAN consacre le réarmement mondial, ne soyons ni chair à patron, ni chair à canon !

Le N°16 d'Unité-CGT consacre sa *une* au sommet de l'OTAN qui a consacré l'augmentation des budgets militaires jusqu'à 5% du PIB par les pays membres.

" Réunis à la Haye, aux Pays-Bas, pour le sommet annuel de l'OTAN, les 32 pays membres de cette alliance militaire impérialiste brutale se sont engagés à consacrer 5 % de leur PIB à la défense et la sécurité d'ici 2035. Cette explosion des budgets consacrés à l'armement et à la remilitarisation est historique, illustre la froide réalité du capitalisme en marche vers la guerre générale, et sera payée par les peuples (par l'impôt, la baisse drastique des dépenses "sociales", la dégradation des conditions de vie et de travail. Preuve du très haut niveau d'interactions et d'interdépendances entre l'OTAN et l'Union européenne, un nouveau sommet entre les représentants des pays membres de l'UE s'est tenu dans la foulée de la grande messe otanienne afin d'harmoniser cet effort de réarmement XXL dans le cadre européen. Pour rappel, vingt-trois des Etats-membres de l'UE sont également dans l'Alliance nord-atlantique. Cette coordination est une nouvelle illustration de la réalité de la guerre impérialiste en Ukraine qui est bien un conflit par procuration entre l'impérialisme américain et européen et la Russie. La volonté de poursuivre le démembrement de l'Europe orientale en intégrant l'Ukraine au sein de l'UE et surtout de l'OTAN, rêve éveillé des néoconservateurs et interventionnistes américains, français, britanniques, allemands... a accouché d'une guerre dont seuls les peuples frères russes et ukrainiennes payent le prix du sang au profit des milliardaires et oligarques. En parallèle, les grandes puissances qui parrainent le gouvernement ukrainien, ont exigé, à l'instar des États-Unis mais aussi de la France, des accords léonins et asymétriques pour piller les terres rares et les autres riches ressources du sous-sol ukrainien."

Sumiriko Decize (Nièvre) : grève pour les primes et les conditions de travail

Lundi 7 juillet, les ouvriers de Sumiriko à Decize se sont mis en grève pour les salaires et la prime d'assiduité de 30 euros par mois. Lors des négociations de NAO d'avril, les salaires avaient été revalorisés de 2 % et une prime d'assiduité de 30 euros avait été obtenue. Les ouvriers trouvant ces résultats insuffisants ce sont mis en grève en réclamant, selon le responsable CGT, une prime d'assiduité de 150 euros et la mise en place d'une prime de partage de la valeur de 1.500 euros. après des discussions avec la direction, les salariés ont obtenu une prime d'assiduité de 100 euros et de 250 euros de prime de partage de la valeur. Dans ces conditions, la grève a été levée.

Victoire du personnel à l'Hôpital de Laval (Sarthe)

On a gagné une bataille" : le personnel de l'hôpital obtient le maintien des 50 postes menacés de suppression. Surprise à la sortie de l'échange entre les syndicats Force Ouvrière et CGT avec le directeur de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire. La suppression envisagée de 57 postes est finalement abandonnée. Ils ont obtenu gain de cause. Les représentants syndicaux Force Ouvrière et CGT de l'hôpital de Laval se sont longuement entretenus avec Jérôme Jumel, directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire. Ils ont obtenu l'abandon du PASI (Plan d'Attractivité et de Soutenabilité des Investissements). Un plan d'économies qui prévoyait entre autre la suppression d'une cinquantaine de postes. Ces emplois seront finalement conservés.

Le plan en l'état n'est plus d'actualité. Nous serons à l'écoute des propositions des personnels pour retrouver de l'attractivité au sein de l'hôpital de Laval" a précisé Jérôme Jumel.

De leur côté les syndicats savourent cette première victoire mais restent vigilants assure Maxime Lebigot de Force Ouvrière : "*Nous serons vigilants à ce que le plan ne revienne pas par la petite porte. Nous voulons que la direction prenne en compte nos propositions.*"

Grève des contrôleurs aériens annulation de 40% des vols dans les aéroports parisiens vendredi, 50% à Nice

Deux syndicats de contrôleurs aériens ont déposé un préavis de grève pour jeudi 3 et **vendredi 4 juillet**. L'Aviation civile a demandé aux compagnies aériennes l'annulation de 40% des vols dans les aéroports parisiens (Roissy, Orly et Beauvais) vendredi 4 juillet, 50% à Nice et 30% sur les aéroports de Lyon, Marseille, Montpellier, Ajaccio, Bastia, Calvi et Figari.

La grève des contrôleurs aériens, a été lancée par deux syndicats pour défendre leurs conditions de travail. Déjà jeudi, un quart des vols ont été annulé à Paris-Charles-de-Gaulle, Orly et Beauvais, la moitié à Nice, Bastia et Calvi. L'Aviation civile a en outre réclamé des annulations pour 30% des vols au départ et à l'arrivée de Lyon, Marseille, Montpellier, Ajaccio et Figari pour jeudi.

Le ministre des Transports Philippe Tabarot a exclu mercredi de céder aux revendications de syndicats de contrôleurs aériens, qualifiées d'"*inacceptables*", à la veille du début d'une grève qui va entraîner d'importantes perturbations juste avant les vacances scolaires.

La Direction générale de l'aviation civile, qui cherche à mettre en adéquation le nombre de contrôleurs à leurs postes et les vols à gérer afin d'éviter des perturbations supplémentaires, a en outre réclamé des annulations pour 30% des vols au départ et à l'arrivée de Lyon, Marseille, Montpellier, Ajaccio et Figari, selon un communiqué.

Ce mouvement de grève a été engagé à partir d'un sous-effectif chronique

Après deux réunions de "*conciliation*" infructueuses avec la DGAC, le deuxième syndicat d'aiguilleurs du ciel, l'Unsa-ICNA, a maintenu son appel à la grève jeudi et vendredi. L'organisation syndicale, qui a rassemblé 17% des voix aux dernières élections professionnelles, a cité parmi ses griefs un "*sous-effectif structurel*" et un "*management toxique*".

"La DGAC reconnaît les difficultés liées à la situation de sous-effectif chronique, qui affectent la qualité du service rendu aux compagnies aériennes. C'est précisément pour y remédier qu'elle défend un plan de recrutement ambitieux, inscrit dans une stratégie pluriannuelle, afin de garantir un service performant et sécurisé", avait fait valoir l'administration la semaine dernière.

L'Unsa-ICNA a été rejointe jeudi dernier dans ce mouvement par le troisième syndicat de contrôleurs, l'Usac-CGT, qui avait dénoncé lui aussi un "*contexte social fortement dégradé*" et qui a appelé à la grève le 3 juillet seulement.

Grève chez Aymard dans une entreprise de boyauderie à Montauban

La répression syndicale du patronat s'accroît contre la CGT ! Aujourd'hui, c'est notre camarade Céline LENOIR, membre de la CE de l'UD, et notre camarade Amel qui sont victimes de cette répression. Ayant voulu défendre les droits d'une salariée, elles se retrouvent convoquées toutes les 2 à un entretien préalable à licenciement. Nous ne pouvons pas laisser l'employeur et son encadrement menacer de mort, avoir des propos racistes, pousser certains salarié·e·s à bout, à la rupture de contrat, au burn-out sans réaction d'envergure.

Si l'issue des entretiens ne fait aucun doute, nous pouvons contraindre le patron à en décider autrement. Car quand on touche à un·e camarade, c'est toute la CGT que le patronat atteint !

Les salarié·e·s se sont mis en grève depuis lundi 7 juillet à 8h00. Les revendications légitimes des salarié·e·s ont été déposées auprès de la direction. Depuis, plus de son, ni d'image de la part des 2 patrons ! Ils méprisent les grévistes et jouent le pourrissement de la grève. Nous ne pouvons tolérer de telles pratiques subies par les salarié·e·s en grève. Nous venons d'apprendre par les pouvoirs publics qu'un des deux patrons sera présent sur site demain à partir de midi.

Nous appelons tous·tes nos camarades, à se mobiliser massivement à partir du mercredi 9 juillet à 12 heures. Le piquet de grève se tient chaque jour à partir de 7h30 au 855 Avenue d'Italie Zone Albasud à Montauban.

Les trois jours qui arrivent seront décisifs pour les salarié·e·s et nos deux camarades qui sont convoquées vendredi pour être licenciées. La CGT du Tarn et Garonne et l'ensemble de ses syndicats et syndiqué·e·s se doit d'être présent sur ces trois jours. Seul notre rapport de force permettra de sauver les emplois de nos camarades. De plus, si notre organisation n'était pas en capacité de répondre à la hauteur de l'attaque qu'elle subit, ça serait un message catastrophique que nous enverrions au patronat du département. Cela risquerait d'entraîner des conséquences contre l'ensemble de nos camarades qui œuvrent au quotidien pour défendre les travailleurs·euses sur tous les lieux de travail du département.

Cette lutte doit être la priorité de tous les camarades CGT (élu·e·s, mandaté·e·s, responsables de syndicats, syndiqué·e·s et sympathisant·e·s...), à minima pour cette fin de semaine. A suivre.....

Luttes victorieuses dans le nettoyage à Maintenance industrie au centre des finances publiques de Paris et à Arc-en-ciel à Sorbonne Université⁶

"Maintenance Industrie, titulaire du marché du nettoyage des centres des Finances Publiques à Paris depuis novembre 2023, n'a pas remis en fin d'année 2024 les chèques-cadeaux du CSE que les salarié·es reçoivent chaque année. Après de multiples démarches (pétitions, courriers, rassemblements) les salarié·es ont fini par les obtenir le 10 février 2025. La grève à peine terminée un militant du collectif, Fabrice, était convoqué par la Direction parisienne des Finances Publiques lundi 19 mai pour « remise d'un document » dont on ne voulait pas lui communiquer la teneur. Une procédure disciplinaire semblait s'annoncer. Mais au moment de l'entretien un rassemblement de plus de 100 personnes s'est tenu devant la DRFIP. Notre camarade a été reçu au son des tam-

tam et des slogans de soutien de ce rassemblement qui réunissait des agent·es, des militant·es de la CGT mais aussi de Solidaires et de FO ainsi que des élu·es. La Direction a dit qu'il s'agissait d'un malentendu et qu'aucune sanction n'était envisagée. Soulagement et joie ont permis de finir ce rassemblement victorieux de manière presque festive."

À Sorbonne Université, c'est une longue lutte menée par les personnels de nettoyage de la société Arc-en-Ciel avec l'aide et le soutien de la Ferc-Sup-CGT et du SNTRS-CGT. Lutte contre un patron voyou qui escroquait ses salariés. Cette société qui pensait augmenter ses bénéfices par la force brutale, la peur et les tentatives de division a été rattrapée par les faits. Face à des grévistes déterminés, des syndicats combatifs et à la solidarité de toutes les structures de la CGT et de tous les syndicats de l'Université qui ont permis aux salarié·es de ne rien perdre pendant les grèves, le combat a fini par payer et AEC est presque à terre aujourd'hui.

Défense du 1^{er} mai ! Manifestons et chômons !

Dans un communiqué⁷, la FNAF-CGT condamne fermement la volonté du pouvoir de remettre en question le caractère chômé du premier Mai. Selon cette fédération on commence par attaquer le premier mai pour les salariés des boulangeries et des fleuristes en préalable à une attaque plus large contre la journée internationale de lutte et de solidarité des travailleurs du monde entier.

"Le tandem Macron/patronat continue sur sa lancée antisociale. Aujourd'hui, les députés du « centre » jusqu'au Rn veulent remettre en cause le 1er mai. Ils préfigurent ainsi le « mano à mano » politicien qui se complote en coulisses contre les travailleurs et la démocratie. La démagogie sociale de l'extrême droite s'exprime une nouvelle fois comme elle l'a fait dans les années 1950 autour de Poujade, utilisant les patrons et petits boutiquiers les plus rétrogrades, l'un des terrains fertiles au fascisme. En faisant monter une mayonnaise autour de six patrons boulangers, des députés voudraient supprimer le 1^{er} mai, chômé et payé, notamment pour plus de 400 000 salariés de l'artisanat alimentaire (boulangerie, boucherie, pâtisserie, charcuterie, poissonnerie, chocolaterie) et à terme pour l'ensemble des professions. Le 1er mai n'est pas un jour de repos, mais la journée internationale des travailleurs et donc une journée de luttes sociales et revendicatives et de solidarité."

Itancourt (Aisne) Cereal Partners France Nestlé & General Mills : Alerte sur l'activité

Voilà maintenant 7 mois que les salariés de CPF Itancourt sont dans l'incertitude à la suite de l'annonce du lancement d'une « revue industrielle ». La CGT : *"rappelle qu'il s'agit bien, contrairement à ce que les groupes CPF France et CPW Europe ont tenté de faire croire, d'une stratégie globale visant à augmenter la rentabilité, notamment par l'exploitation accrue des travailleurs, en mettant en concurrence ceux de France et ceux de l'Europe de l'est. Qu'il s'agisse de CPF, de Nestlé ou de General Mills, ces géants de l'agro-alimentaire avaient complètement la possibilité de répartir les volumes pour fournir du travail aux différents sites. L'inflation a fait exploser les chiffres d'affaires et maintenant, ces sociétés visent toujours plus de rentabilité, notamment en économisant sur les coûts de production, et donc sur le dos des salariés. Personne n'est dupe sur cette stratégie, ceux qui soutiennent le discours de la direction sont soit naïfs, soit complices. Pour tenter de faire avaler la pilule, nous avons droit à tout un lot de verbiage : « revue industrielle », etc. visant à mieux faire accepter les choix stratégiques qui seront adoptés. Vos élus CGT en ont pleinement conscience, continueront de dénoncer la méthode et de défendre les intérêts des salariés."*

Face à cette situation, la CGT veut des garanties pour voir l'avenir sereinement.

La CGT et le projet d'Unilever pour l'usine de Le Meux dans l'Oise

Le 3 avril 2025, la direction a annoncé aux élus du CSE le projet d'Unilever d'investir 14 millions d'€ d'investissement dans le cadre de la modernisation du site et la mise en place de nouvelle technologie avec comme conséquence 78 postes, voire bien plus, qui seront supprimés. La CGT rappelle à ce propos : *" Nous le rappelons encore une fois, nous ne sommes pas contre le projet d'investissement de 14 millions d'€, mais nous portons un regard néfaste sur la réduction des effectifs qui s'amplifie encore. Nous avons déjà par le passé subi une réduction des effectifs, et nous en payons encore le prix fort humainement. (physique et mentale)."*, et d'ajouter : *"Ce qui est extrêmement clair dans ce projet, c'est effectivement la baisse des effectifs par le biais de la robotisation, et au-delà des ambitions de la direction"*. partant de ces considérations sur l'emploi et les conditions de travail, la CGT donne un avis défavorable au projet. Cette situation revoie à la question de : à qui profite le progrès scientifique et technique ? Loin de soulager l'usure physique et morale des salariés, les capitalistes en font des outils pour accroître l'exploitation du travail. Résister à cette tendance constitue bien un élément de la lutte de classe.

Lundi 7 juillet les Arcelor Mittal gagnent l'étape du Tour de France

Ils l'avaient promis et ils ont été là, manifestant pour alerter sur la situation " dramatique " de l'emploi dans la sidérurgie française. Pas de trêve pour la lutte en portant haut et fort les revendications et la nécessaire nationalisation de l'entreprise.

Monde

Daimler Truck prévoit de supprimer 5 000 postes : les frontaliers travaillant à l'usine de Wörth inquiets

Le leader mondial de la production de camions, le groupe allemand Daimler Truck, a annoncé mardi 8 juillet 2025 lancer un programme d'économies comprenant la suppression de 5 000 postes, soit un emploi sur sept, en Allemagne d'ici 2030. Il affirme lancer un programme d'économies comprenant la suppression de 5 000 postes sur les 35 500 employés en Allemagne d'ici 2030. Cette annonce confirme la crise profonde qui touche l'industrie automobile en Allemagne. Déjà Volkswagen a procédé à des milliers de licenciements tandis que Mercedes a lui aussi évoqué en février la délocalisation d'une partie de sa production allemande en Hongrie ainsi que des possibles suppressions d'emploi.

Comme les autres constructeurs allemands, Daimler Truck affirme souffrir d'une baisse de rentabilité. La marge de ses ventes a reculé à 8,9% en 2024, contre 9,9% l'année précédente. Le groupe dit viser d'ici 2030 une marge de 12%, grâce à ses mesures de restructurations, et entend réaliser plus d'un milliard d'euros d'économies en Europe.

Pour relancer sa croissance, Daimler Truck mise notamment sur le doublement de son activité dans le secteur de la défense, plus rentable, le développement de l'électrique en Europe et l'expansion de ses activités sur le marché indien.

[1](https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045>

[2](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bpifrance) <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bpifrance>

[3](https://www.altares.com/) <https://www.altares.com/>

[4](#) Les Échos mardi 8 juillet 2025

[5](#) Unité-CGT vous pouvez vous abonner gratuitement : <https://mailchi.mp/86dc2a579478/b4d760js2b>

[6](#) Bulletin du nettoyage en lutte Juillet 2025 édité par le Collectif CGT Parsien du Nettoyage

[7](https://cloud.cgt.fr/index.php/s/TqKc4NbyYyaQdxC?dir=undefined&openfile=20848519) <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/TqKc4NbyYyaQdxC?dir=undefined&openfile=20848519>

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement